

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Mission d'études géotechniques
G2 et G4 pour la pérennisation
du chenil DPAF rue Périchet au
Mesnil-Amelot (77).

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

PERICHET_CHENIL_GEOTECH

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
8. LITIGE ET SANCTIONS	13
9. FIN DU CONTRAT	14

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	Préfecture de Police de Paris
Type de contrat	Marché en procédure adaptée : article L 2123-1 de l'ordonnance et des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Décret suscité.
Structure	Lot unique – 3 phases
Lieu d'exécution	Rue Périchet 77990 LE MESNIL-AMELOT
Durée	De la notification jusqu'à la fin de la phase programme.
Pénalités de retard	150 € par jour de retard
Révisions des prix	Révisables (formule), formule C=Im/Im0
Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat objet du présent document est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 16 septembre 2009 .
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
Jours	: Tous les délais journaliers prévus au présent CCAP et à l'acte d'engagement, sauf information contraire, sont exprimés en jours calendaires.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Des études de sondages des reconnaissances géotechniques à réaliser dans le cadre de l'opération de pérennisation du chenil DPAF rue Périchet au Mesnil-Amelot.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **rue Périchet 77990 LE MESNIL-AMELOT**.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles du marché, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litiges, sont, par ordre de priorité:

- L'acte d'engagement ses éventuelles annexes (l'acte de déclaration de sous-traitance notamment), dans la version résultant des dernières modifications opérées par avenant, le cas échéant,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 « convention interéchange Ediflex PI »,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/Prestations intellectuelles) dans sa version en vigueur à la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'ensemble des pièces contractuelles contenues dans le dossier « pièces techniques » du DCE, à savoir les pièces graphiques et les pièces écrites, excepté les pièces contenues dans le dossier « pièces non contractuelles ».
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), *ce document n'est considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations en mensuelles d'acomptes et de prestations supplémentaires pouvant être commandés par le maître d'ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque*

indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrage et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché

- L'offre technique du titulaire découlant le cas échéant des négociations,

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur, représenté par

Préfecture de Police
Direction de l'Immobilier et de l'Environnement
Sous-Direction de la Construction Bureau MOA4
1 bis rue de Lutèce
PARIS
75195 Cedex 04

■ Représentant du titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils au pouvoir adjudicateur, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

En cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins 48 heures avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 5 jours suivant le refus du pouvoir adjudicateur de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis. Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Les éventuels coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui traite également les éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou de refus du pouvoir adjudicateur.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 phases**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

Phase 1

Phase Avant-Projet Définitif

- Type de mission : G2 AVP
- Objectif : permettre aux groupements de prendre en compte les contraintes générales du sol pour définir la structure du bâtiment.

Phase 2	Phase Projet <ul style="list-style-type: none"> • Type de mission : G2 PRO • Objectif : confirmer la faisabilité du projet lorsque la structure et les descentes de charges seront parfaitement définies.
Phase 3	Phase Travaux <ul style="list-style-type: none"> • Type de mission : G4 • Objectif : garantir la conformité de réalisation des fondations ainsi que le mode opératoire de l'Entreprise.

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15 avril 2025.

La date prévisionnelle du début des travaux est le 2 mai 2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des travaux est 28 février 2026.

4.2. Durée globale du contrat

Le contrat est conclu à compter de la notification jusqu'à la fin des travaux de l'opération.

La durée du contrat est de 11 mois

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

4.3. Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

- Les livrables sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières

Chaque livrable devra être remis dans un délai de 15 jours.

4.4. Marché à prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ Révision des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de révision** utilisée est $C = Im/Im0$.

Avec **Im** l'indice du mois M, M étant le mois au cours duquel l'acompte est facturable et **Im0**, l'indice du mois M0 fixé au Mois qui précède le mois de remise des offres.

L'indice à prendre en compte est l'indice **ING**

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, d'assurance et de transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Règlement des comptes – EDIFLEX :

Le règlement des comptes est effectué conformément à l'article 11 du CCAG/Prestations intellectuelles complété des dispositions de la convention d'interchange annexée au marché (annexe 1).

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L2193-10 du Code la commande publique.

La gestion des paiements sera dématérialisée par le recours à une plateforme d'échanges que le pouvoir adjudicateur aura mis en place. Le recours à cette plateforme est obligatoire, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur de présenter des demandes de paiement sous une autre forme. Le non-respect de cette modalité de dépôt des demandes de paiement entraînera automatiquement leur rejet.

Le titulaire du marché présente ses projets de décompte et demandes d'acompte mensuel, ainsi que les factures de ses sous-traitants agréés et admis au paiement direct, par le biais de la plateforme EDIFLEX. La connexion au service est accessible à l'adresse suivante :

<https://www.ediflex.com/Login.jsp>

Le mode opératoire de connexion sera communiqué après la notification du marché.

La saisie des avancements constatés à chaque fin de mois sur la DPGF dématérialisée (ou sur la DPGF dématérialisée synthétique accompagnée, en pièce jointe, de la DPGF complète du marché avec ses avancements – au format .pdf, .xls, etc.) revêtira pleinement la valeur d'une remise de projet de décompte soumis à la validation du pouvoir adjudicateur.

Au préalable, le titulaire aura procédé à la « renormalisation » de la DPGF/DQE au format.slk pour injection dans EDIFLEX ou à la création de la DPGF/DQE identique au marché directement dans l'environnement web de la plateforme EDIFLEX.

Le délai de paiement court à partir de la date de la validation pour envoi au pouvoir adjudicateur des avancements, valant projet de décompte, conformément au cahiers des charges et non sujette à contestation ou rectification dans EDIFLEX.

Par dérogation à l'article 11 du PI, le titulaire saisit son projet de décompte final dans EDIFLEX dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception sans réserve du pouvoir adjudicateur. Le décompte général du marché est notifié, à la plus tardive des 2 dates, dans un délai de 30 jours suivant la date du dépôt du projet de décompte final ou dans un délai de 10 jours après publication de l'index définitif permettant la révision du solde.

Les détails du service EDIFLEX sont décrits dans la convention d'interchange en annexe 1 du présent CCAP.

Le cas échéant, EDIFLEX pourra être interfacé avec le portail de transmission CHORUS PRO «travaux», conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et sans préjudice des évolutions réglementaires et législatives à venir.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois décider unilatéralement de ne pas mettre en place la gestion dématérialisée des paiements décrite ci-dessus. A sa demande expresse et seulement dans ce cas-là, le circuit de présentation des projets de décompte par le titulaire sera celui décrit ci-dessous. En tant que de besoin, le titulaire joindra à son projet de décompte une copie des factures des sous-traitants.

- Soit, les factures ou situations seront déposées directement sur le portail CHORUS PRO « module travaux » (circuit dématérialisé CHORUS PRO),
- Soit les factures ou situations seront adressées en lettre recommandée avec accusé de réception à une adresse qui lui aura été communiquée (circuit physique).

Les factures sont établies par le titulaire en langue française et portent au moins les indications suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- Le service bénéficiaire de la prestation service prescripteur ;
- Le numéro de référence et date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte des sommes dues ;
- La nature des prestations
- Le prix de base hors révision et hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

La date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être antérieure au

service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont mensuels.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du département de Paris.
16, rue Notre Dame des Victoires
75002 Paris

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versées au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement.

6. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7. AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

8. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

■ **Opérations de vérifications :**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les livraisons réalisées au titre du marché.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de 28 jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des phases n° 1,2 ou 3.

9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Clause de confidentialité :

En application de l'article L2132-1 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur. Le présent engagement de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété du pouvoir adjudicateur. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par le pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article L. 2132-1 du Code de la commande publique susvisé, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- Ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par le pouvoir adjudicateur à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- N'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

Par ailleurs, le titulaire, qu'il soit mandataire ou membre du groupement, qui souhaite participer au concours de maîtrise d'œuvre (objet de la phase n°4A et n° 4B du présent marché) ou à la procédure de passation des marchés de travaux, sera éventuellement considéré comme ayant eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats.

Par ailleurs, le titulaire, par sa seule candidature au marché de maîtrise d'œuvre et au marché de travaux ou par les liens qu'il entretient avec d'autres opérateurs économiques, est susceptible de créer un conflit d'intérêt au sens du second alinéa de l'article L. 2141-10 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire, par sa seule soumission au présent marché est réputé :

- Ne pas être en relation de conflit d'intérêt et ne pas entretenir de liens directs ou indirects susceptibles de compromettre la neutralité des prestations ou les principes énoncés à l'article L 3 du code de la commande publique,
- Agir en totale indépendance des autres opérateurs économiques susceptibles de participer aux marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux ainsi que ceux qui leur sont connexes,
- N'avoir aucun lien direct ou indirect susceptible de compromettre la neutralité des prestations,
- Défendre et garantir exclusivement les intérêts du pouvoir adjudicateur lors de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses cotraitants et ses sous-traitants, le cas échéant, durant toute la durée de l'opération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Gestion du personnel :

Au commencement de l'exécution du marché, le Titulaire remet une liste nominative du personnel amené à intervenir au titre de son marché, pour agrément préalable par la personne publique. Il collecte, à cet effet, les documents et renseignements complémentaires demandés par la personne publique.

Cette liste et l'ensemble des documents annexés sont ensuite tenus à jour par le Titulaire. Il est fait mention au dossier des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel et dans la

distribution des tâches, notamment en cas d'absence ou de cessation de fonctions d'un employé.

Le Titulaire s'engage à remplacer le personnel absent ou qui ne donnerait pas satisfaction à l'acheteur dans un délai maximum de 5 jours calendaires.

Le Titulaire s'assure et certifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification nécessaire à l'exercice de sa mission.

L'administration se réserve la possibilité de demander que lui soit communiqué le bulletin numéro 2 du casier judiciaire du personnel du Titulaire intervenant dans le cadre du présent marché.

■ **Obligation d'information :**

Le Titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le Titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le Titulaire tout au long de l'exécution du marché

■ **Obligation de résultat :**

Le Titulaire a une obligation de résultat dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché. Il fournit à ses employés tout le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur travail afin d'assurer une prestation conforme aux attentes de l'administration.

Le Titulaire déclare avoir parfaitement pris la mesure de toute difficulté inhérente à sa prestation; il ne peut, de ce fait, faire valoir un oubli ou un manque de précision pour ne pas exécuter sa prestation

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Responsabilité du Titulaire :**

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Le Titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

10. LITIGE ET SANCTIONS

Les pénalités sont applicables au premier euro sur simple constat par précompte. Seules les pénalités visées à l'article 8.1 sont révisables. Toutes les autres pénalités sont fermes.

10.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/Prestations intellectuelles en cas de dépassement des délais d'exécution par éléments de mission, prévus au marché ou prescrits par ordre de service, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **150,00 €** par jour de retard.

10.2. Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Pénalité pour absence aux réunions, retard ou défaut de représentation	En cas d'absence constatée et non justifiée d'une personne habilitée à représenter le titulaire à toute réunion provoquée par le pouvoir adjudicateur. En cas de représentation par une personne incompétente, non habilitée à représenter le titulaire ou avec une connaissance insuffisante du projet En cas de retard supérieur à quinze minutes	100,00 € HT / manquement constaté
Non remplacement du représentant et du personnel du titulaire dans les conditions prévues au CCAP	Non remplacement des intervenants dans les conditions prévues au CCAP	100,00 € HT par constat et par jour calendaire de retard
Pénalité pour infraction (déclaration de sous-traitance)	Non-respect de la déclaration d'un sous-traitant dans les quinze jours suivant constat	500,00 € HT par jour calendaire de retard
Pénalité pour infraction (perte ou vol de badge)	Absence de déclaration de perte ou de vol de badge sous 24h	300,00 € HT par carte et par jour de retard
Perte ou non restitution	Perte ou non restitution de carte d'accès ou de badge sous 24h	200,00 € HT / manquement constaté
Pénalités pour inobservation à la réglementation du travail	Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche. En l'absence de régularisation dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail. S'il n'applique pas les pénalités, le pouvoir adjudicateur peut rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.	10% du montant HT du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail

10.3. Autres dispositions

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Paris
7, rue de Jouy
Paris
75004

Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

11. FIN DU CONTRAT

■ Arrêt de l'étude :

En application de l'article 20 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à l'issue de chacune des phases techniques suivantes :

- Phase 1 : Préprogramme et études de faisabilité

- Phase 2 : Programme

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/Prestations intellectuelles, l'indemnisation est fixée à 5% du montant HT de la phase en cours d'exécution diminué du montant des prestations déjà réalisées dans le cadre de cette phase.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Résiliation pour faute :

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés à l'acheteur dans les conditions de l'article A.25 du CCAG Prestations intellectuelles. La propriété des droits ou titres afférents aux résultats reste détenue par le titulaire.

L'acheteur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation expresse de l'acheteur.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du contrat.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 12 Mois.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4 du CCAG – Prestations Intellectuelles

L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles

La rubrique *Présentation des demandes de paiement* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 11 du CCAG – Prestations Intellectuelles

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 10.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Autres pénalités* de l'article 10.2 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique Résiliation pour motif d'intérêt général de l'article 11 du contrat déroge à l'article 33 du CCAG